

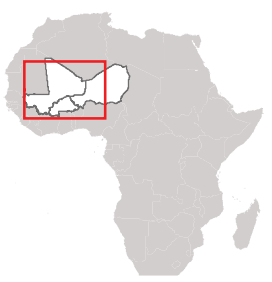
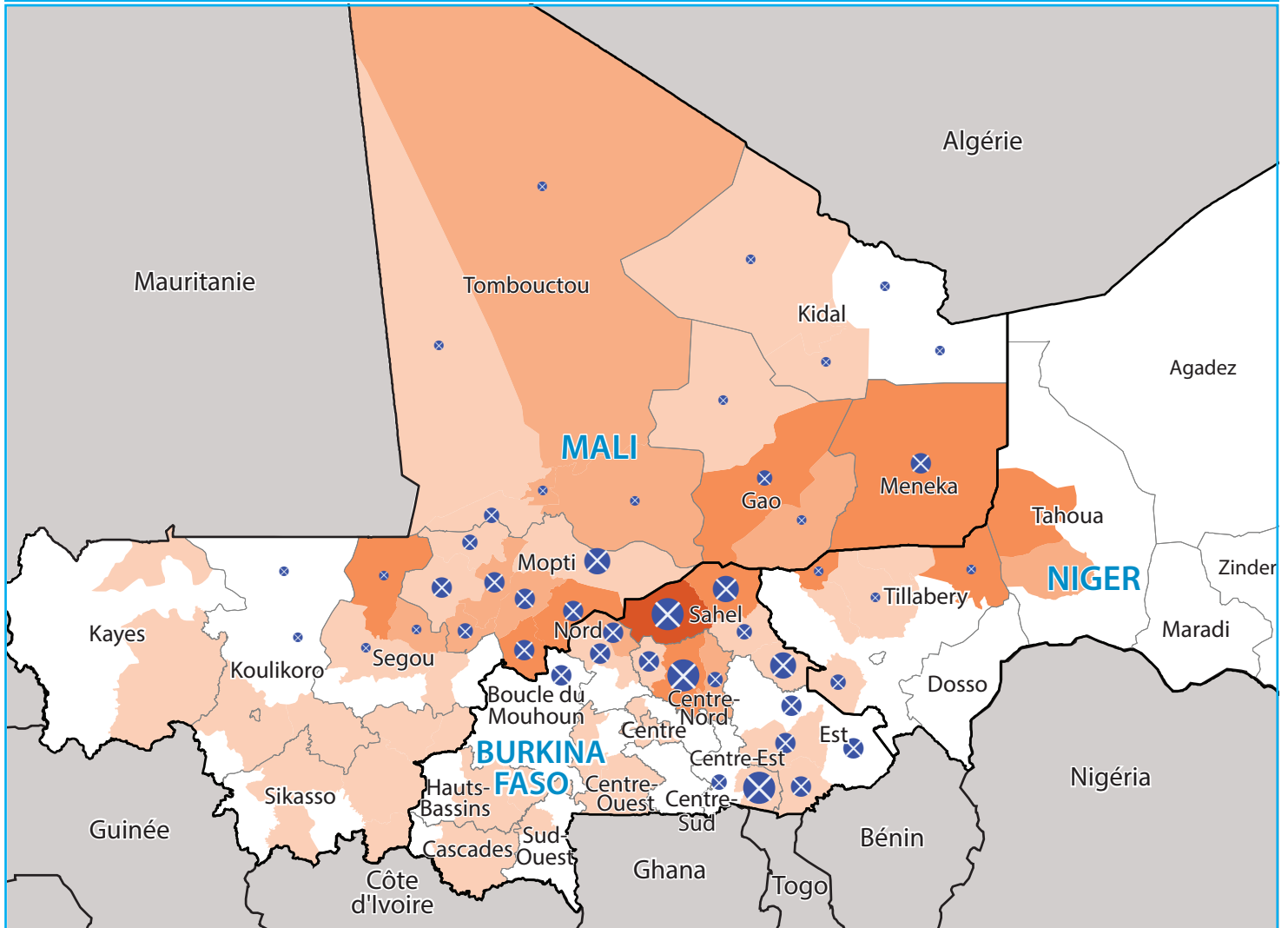


unicef 
pour chaque enfant

UNICEF – SOS Enfants | Août 2019

L'éducation en péril en **Afrique de l'Ouest et centrale**

L'éducation en péril : Mali, Niger et Burkina Faso



Frontières administratives

- Nationales
- Régionales

Écoles fermées par sous-région

- ✦ ≤ 25
- ✦ ≤ 50
- ✦ ≤ 100
- ✦ ≤ 200
- ✦ > 200 et ≤ 500

Personnes déplacées

- ≤ 5 000
- ≤ 10 000
- ≤ 30 000
- ≤ 50 000
- > 50 000 et ≤ 105 000

Remarque : Cette carte ne constitue aucune prise de position de la part de l'UNICEF quant au statut juridique des pays ou territoires ou au tracé de leurs frontières.

INTRODUCTION

« Pour que nous puissions nous développer, nous devons recevoir une éducation. C'est particulièrement vrai pour les filles. Sans éducation, nos enfants ont devant eux un avenir de chômage et de pauvreté. C'est une catastrophe. »

– Abbé Arcadius Sawadogo

L'abbé Sawadogo vit à Dori, dans le nord du Burkina Faso, dans une partie du pays où des milliers d'écoles ont été fermées ou détruites.

Malheureusement, les attaques contre les écoles ne sont pas rares en Afrique de l'Ouest et centrale. En juin 2019, 1,91 million d'enfants étaient privés d'éducation dans la région, en raison de la violence et de l'insécurité au sein et aux abords des écoles. Au Burkina Faso, au Cameroun, au Mali, au Niger, au Nigéria, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et au Tchad, une intensification des menaces et des attaques contre les élèves, les enseignants et les écoles – contre l'éducation elle-même – fait planer une ombre alarmante sur les enfants, leur famille, leur communauté et l'ensemble de la société.

Parmi les principaux faits relatifs à cette crise (voir l'encadré, page 3), il convient de souligner que, selon le rapport annuel du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sur le sort des enfants en temps de conflit armé :

- Plus du quart des 742 attaques vérifiées contre des écoles dans le monde en 2018 sont survenues dans cinq pays d'Afrique de l'Ouest et centrale ;
- Les attaques vérifiées contre des écoles au Mali ont doublé de 2017 à 2018 et un nombre en forte hausse d'écoles ont fermé leurs portes ou ont cessé d'être opérationnelles en raison de la violence au Burkina Faso, au Mali et au Niger ces deux dernières années ;
- En République centrafricaine, les attaques vérifiées contre des écoles ont augmenté de 21 % de 2017 à 2018.

Dans ce numéro de SOS Enfants

1. Écoles attaquées, l'apprentissage en péril page 4
 2. Une étreinte rassurante en période de danger page 6
 3. Le bonheur de Fanta : Protéger l'éducation des filles page 9
 4. Améliorer les écoles, préparer les enseignants page 11
- Appel à l'action :** Mettre un terme aux attaques et aux menaces contre les écoles et appuyer un apprentissage de qualité page 15



© UNICEF/UN0372319/KOKIC

En dépit des risques auxquels elles s'exposent, les communautés en première ligne de ces combats n'auront de cesse qu'on ne garantisse à leurs enfants l'éducation qui constitue le droit de chaque enfant. Il s'agira toutefois d'une lutte ardue si elles ne bénéficient pas d'un appui supplémentaire, car les programmes d'éducation dans les situations d'urgence en Afrique de l'Ouest et centrale manquent cruellement de moyens.

Il ne faut pas que cette situation d'urgence sombre dans l'oubli.

Sans éducation, les enfants seront aux prises avec un avenir dépourvu d'espoir. La vie d'un enfant déscolarisé est une tragédie faite de potentiel non réalisé et

CI-DESSUS : Nord-est du Nigéria. Au lendemain de l'occupation de son village, Hawa, 12 ans, apprend avec son enseignant, Al Haji El Saddiq (à droite). Sa détermination est forte. « Si j'apprends, les plus jeunes apprendront comme moi. »

d'opportunités manquées. Dans une région marquée par des conflits et une instabilité d'une complexité croissante, l'éducation ne peut en aucun cas être considérée comme facultative : elle constitue une nécessité et une question de survie. Malgré les conflits, les enfants doivent avoir la possibilité d'acquérir les compétences, les connaissances, les valeurs et les aptitudes nécessaires pour devenir des adultes responsables, actifs et productifs.

Le quotidien des enfants déscolarisés est également rempli de dangers. Ils courent un risque d'enrôlement dans les groupes armés beaucoup plus élevé que ceux qui fréquentent l'école. Les filles risquent davantage d'être victimes de violence liée au genre et sont souvent contraintes à un mariage précoce, avec son cortège de grossesses et d'accouchements qui surviennent trop tôt et qui menacent leur vie et leur santé. Les garçons comme les filles deviennent des cibles faciles pour ceux qui se livrent à la traite des personnes, et deviennent plus rapidement des proies pour l'enrôlement dans les groupes armés.

Trente ans après l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant par les gouvernements du monde, le droit à l'éducation est en péril aujourd'hui dans des communautés touchées par des conflits en Afrique de l'Ouest et centrale. Maintenant plus que jamais, les gouvernements doivent réaffirmer leur engagement à l'égard de l'éducation et protéger les sommes allouées à l'éducation au profit de leurs citoyens les plus jeunes. Le temps est venu d'intensifier les efforts pour faire en sorte que le potentiel de toute une génération de jeunes ne soit pas gaspillé.

Attaques contre l'éducation : Chiffres clés

Le nombre d'écoles forcées de fermer en raison de l'insécurité accrue dans les zones touchées par les conflits en Afrique de l'Ouest et centrale a triplé entre la fin de 2017 et juin 2019.

En juin 2019, 9 272 écoles étaient fermées dans huit pays de la région, situation affectant plus de 1,91 million d'enfants et près de 44 000 enseignants.

Le nombre croissant d'enfants forcés d'abandonner l'école à cause de la violence en Afrique de l'Ouest et centrale contribue au nombre total de 40,6 millions d'enfants en âge de recevoir un enseignement primaire et de premier cycle secondaire qui ne sont pas scolarisés dans la région. À l'échelle mondiale, 10 pays d'Afrique de l'Ouest et centrale accueillent environ un enfant sur quatre ayant besoin d'une aide humanitaire – y compris pour l'éducation et les autres services essentiels à l'apprentissage.

Près de la moitié des écoles fermées au niveau régional en raison des attaques, des menaces d'attaque et de la violence accrue sont situées dans le nord-ouest et le sud-ouest du Cameroun : 4 437 écoles étaient fermées dans ces zones en juin 2019, privant de scolarisation plus de 609 000 enfants.

Plus de 2 000 écoles sont fermées au Burkina Faso, et plus de 900 le sont au Mali, à cause de l'intensification de la violence dans ces deux pays.

Le nombre élevé d'écoles fermées par suite de la violence dans les quatre pays en crise du bassin du lac Tchad – Cameroun, Niger, Nigéria et Tchad – s'est approximativement maintenu au même niveau, passant de 981 à 1 054, entre la fin de 2017 et juin 2019.

Entre avril 2017 et juin 2019, dans les pays du Sahel central – Burkina Faso, Mali et Niger –, les fermetures d'écoles attribuables à la violence ont été multipliées par six, passant de 512 à 3 005.

Remarque : Les références aux fermetures d'écoles incluent les écoles fermées ou non opérationnelles.

Sources des données : ministères de l'éducation, partenaires humanitaires et UNICEF.

1. Écoles attaquées, l'apprentissage en péril

« J'étais dans ma classe, à l'école de mon village. Nous avons entendu des cris. Ensuite, des gens se sont mis à tirer des coups de feu. Ils visaient nos instituteurs et ils en ont tué un. Ils ont incendié les salles de classe. J'étais terrifié. Je me sentais faible et désorienté. Puis, nous nous sommes mis à courir aussi vite que possible. » – Hussaini, 14 ans

Hussaini* devrait passer ses journées sur un banc d'école, le nez dans des livres, comme les autres élèves de son âge. Mais depuis que son école a été détruite et qu'il a dû fuir son village dans le nord du Burkina Faso avec sa famille, il n'est plus scolarisé. « J'adorais aller à l'école : apprendre à lire, à compter, et jouer pendant la récréation », raconte Hussaini. « Il y a un an que j'ai cessé d'y aller. »

Cette attaque n'était pas le fruit du hasard. De nombreuses régions d'Afrique de l'Ouest et centrale sont victimes d'hostilités croissantes contre l'éducation perpétrées par les factions belligérantes. En particulier, dans les pays du Sahel central et du bassin du lac Tchad,

l'opposition idéologique à ce qui est perçu comme une éducation de style occidental – notamment pour les filles – se situe au cœur même de beaucoup de ces hostilités. En conséquence, les élèves, les enseignants, les administrateurs et les infrastructures scolaires sont délibérément visés.

Lorsque l'éducation est prise pour cible, il devient impossible d'assurer une scolarisation sans danger au sens traditionnel du terme. Les risques d'attaques engendrent la peur dans les communautés locales, ce qui force les écoles à fermer, les enseignants à fuir

CI-DESSOUS : Burkina Faso. En dépit de la violence qui a détruit son école et l'a forcé à fuir sa maison, Hussaini, 14 ans, a réussi à poursuivre ses études grâce au programme d'enseignement par la radio dans les situations d'urgence. Ce programme diffuse des leçons et forme des facilitateurs comme Abdoulaye (à gauche), qui soutiennent et orientent les élèves. [noms modifiés]



© UNICEF/UN0329265/BINDRA

et les écoliers à rester à la maison, se trouvant dans l'impossibilité d'apprendre dans une salle de classe avec leurs camarades.

Mais, en des temps désespérés, des approches innovantes peuvent fournir des solutions. Aujourd'hui, l'UNICEF coopère avec des gouvernements d'Afrique de l'Ouest et centrale pour offrir de nouveaux outils d'enseignement et d'apprentissage – et diversifier les options et les possibilités éducatives – de sorte que nous puissions atteindre les enfants où qu'ils se trouvent. Les conflits dans la région nous ont appris que si la salle de classe traditionnelle demeure préférable, ce n'est pas le seul lieu où des activités d'apprentissage peuvent se dérouler.

Depuis 2016, par exemple, l'UNICEF et la Children's Radio Foundation (Fondation de la radiodiffusion pour les enfants) collaborent à la conception et à la mise à l'essai du tout premier programme d'enseignement par la radio dans les situations d'urgence. Destiné aux enfants vivant dans des zones en crise qui ne peuvent pas aller à l'école, ce programme offre jusqu'à neuf mois de cours radiodiffusés d'alphabétisation et de calcul, et diffuse également des messages essentiels sur la vie dans les situations de conflit. Selon le contexte, les cours par radio peuvent être diffusés par des réseaux nationaux ou des stations communautaires, ou même distribués à des groupes d'élèves sur clé USB. Actuellement, des prototypes de cours sont aussi mis à la disposition d'enfants qui n'ont jamais fréquenté l'école.

Les implications de l'éducation par la radio s'étendent au-delà des situations d'urgence. Il s'agit d'une approche prometteuse dans la région pour les enfants non scolarisés – qui ne le sont pas tous à cause des conflits ou de l'insécurité. Des pays qui ne sont pas en situation d'urgence comme la Guinée-Bissau, le Sénégal et la Sierra Leone ont exprimé un intérêt pour l'élaboration de leurs propres initiatives d'enseignement par la radio à l'intention des enfants qu'il est impossible d'atteindre au moyen des structures éducatives formelles.

DES MESSAGES D'ESPOIR

Dans les pays où des conflits ou crises prolongés ont entraîné de longues fermetures d'écoles, l'enseignement par la radio, bien qu'il ne couvre pas tout le programme scolaire, fournit aux enfants les connaissances élémentaires qui faciliteront leur retour ultérieur à l'école. Dans les zones où règne une forte insécurité, cette approche crée pour les enfants une routine protectrice. Elle permet également de leur faire parvenir des informations vitales et des messages d'espoir.

Grâce à l'appareil radio qu'il a reçu dans le cadre du programme pilote, Hussaini continue d'apprendre quotidiennement, même s'il ne se rend pas physiquement à l'école. À présent, il poursuit sa scolarité à la maison. « C'est une bonne chose. Toute la famille écoute les cours [radiodiffusés], maintenant », explique Hussaini. Toutefois, son ancienne école lui manque toujours. « Nous avons de bons instituteurs », se rappelle-t-il. « Je ne sais pas où ils sont aujourd'hui. »

Abdoulaye, 23 ans, animateur formé à l'enseignement à distance, rend régulièrement visite à Hussaini pour s'assurer qu'il suit les cours et pour l'aider à faire ses devoirs. « Abdoulaye est comme mon grand frère. Il m'aide beaucoup », confie Hussaini.

Abdoulaye explique comment la population a été profondément affectée par l'escalade des attaques par les groupes armés dans le nord du Burkina Faso. « Au début, ils se contentaient de menacer les écoles », raconte-t-il. « Maintenant, ils nous assassinent. Ils ciblent toute la population. Ils délogent les gens et les forcent à quitter leur communauté. Nous, les animateurs, nous efforçons d'être aussi discrets que possible à cause des dangers pour notre sécurité. Si des gens découvraient ce que nous faisons, nous pourrions nous faire assassiner. »

Néanmoins, Abdoulaye soutient qu'il n'est pas intimidé. « Il est très important que ces enfants puissent apprendre », dit-il. « Ce sont nos jeunes frères et sœurs. Nous devons les aider. Les parents veulent aussi que leurs enfants apprennent, en dépit des risques. Ils considèrent qu'il est de leur devoir, en tant que parents, de veiller à l'éducation de leurs enfants. »

*Les prénoms ont été modifiés afin de protéger l'identité des enfants et des jeunes décrits dans le présent document.

2. Une étreinte rassurante en période de danger

Une interruption temporaire de la scolarisation peut devenir permanente. Des solutions locales à petite échelle peuvent préserver les habitudes d'apprentissage et procurer un environnement sûr aux enfants.

Un jour de 2017, raconte Fatoumata, de « méchants hommes » ont fait irruption dans l'école de son village, dans la région malienne de Ségou, et ont ordonné aux deux enseignants de quitter les lieux. Ils ont dit aux élèves de rentrer à la maison. Ce jour-là, Fatoumata n'était pas très inquiète. Elle était persuadée qu'elle retournerait bientôt à l'école. Mais deux ans plus tard, l'école est toujours fermée.

Fatoumata, 12 ans, a toujours aimé l'école. Non pas que ce fût facile : en plus des devoirs, elle avait des tâches domestiques à accomplir, comme la plupart des filles de son village. Elle devait balayer le sol et aller chercher de l'eau à une source située loin de chez elle. Elle avait également des tâches ménagères à effectuer à l'école, où l'on demandait aux filles – mais non aux garçons – de nettoyer les salles de classe tous les matins. Fatoumata parvenait tout de même à trouver le temps de faire ses devoirs de mathématiques le soir venu. C'était sa matière la plus faible, avoue-t-elle.

Un an après la fermeture de son école, Fatoumata s'était habituée à ne pas aller en classe. Elle risquait d'abandonner définitivement ses études, comme beaucoup d'enfants dont la scolarisation est interrompue. C'est alors qu'un centre d'apprentissage communautaire appuyé par l'UNICEF a ouvert ses portes dans son village. Ce centre est un lieu où les enfants se sentent en sécurité et retrouvent, ou commencent à acquérir, l'habitude d'apprendre.

Le personnel des centres d'apprentissage communautaires sont des bénévoles ou des animateurs de la communauté qui ont été formés aux techniques d'enseignement de base et qui s'adressent aux élèves dans la langue locale. Les centres constituent un petit espace sûr où les enfants acquièrent des aptitudes fondamentales en mathématiques et en lecture. Les enfants sont encouragés à raconter dans leurs cahiers

l'histoire de leur famille et de leur communauté. Mais surtout, ils sont encouragés à jouer – activité d'une importance cruciale, particulièrement pour les enfants qui vivent dans des zones où règne l'insécurité.

Sharmila Pillai, Spécialiste de l'éducation dans les situations d'urgence au bureau de l'UNICEF au Mali, explique : « Les centres d'apprentissage communautaires ne se contentent pas d'offrir un apprentissage continu aux enfants touchés par les crises. Ils leur procurent également un sentiment de normalité dont ils ont grandement besoin. »

Dans la région de Ségou, il y a maintenant 19 centres d'apprentissage communautaires fréquentés par plus de 1 200 enfants, dont environ la moitié sont des filles. L'insécurité peut fort bien se poursuivre dans la région, mais pour l'instant, Fatoumata est de retour dans son village et elle apprend. Depuis l'ouverture du centre, elle ne s'est pas absentée un seul jour. Elle affirme qu'elle a toujours voulu finir ses études secondaires et ouvrir une boutique de téléphonie mobile. Dans cette perspective, elle a déjà franchi une étape majeure : elle est maintenant meilleure en mathématiques que ses parents.

SÉCURITÉ ET SOUTIEN

Dans les zones où l'insécurité perdure et les écoles restent fermées, les centres d'apprentissage dirigés par des membres de la communauté contribuent à faire en sorte que les enfants ne perdent pas les connaissances acquises antérieurement. Cependant, l'objectif ultime est de scolariser tous les enfants, y compris ceux qui n'ont jamais eu accès à une éducation.

Les mesures provisoires doivent donc à la fois pallier les effets de la crise et prendre en compte les besoins et objectifs à long terme – notamment, les besoins du nombre considérable d'enfants qui ne sont pas scolarisés pour des raisons indépendantes des conflits. Au-delà des approches communautaires, il existe des mécanismes éducatifs innovants comme l'apprentissage interactif par l'audio et la formation des enseignants au moyen de tablettes. Des kits scolaires peuvent aussi remédier aux pénuries de matériel pédagogique.



Mali: Miriam, 14 ans, et Rokiyatou, 11 ans, font leurs devoirs dans un espace d'apprentissage temporaire créé dans un camp pour personnes déplacées en raison d'un conflit dans la région.

© UNICEF/UN0313369/DICKO

Utiliser la Déclaration sur la sécurité dans les écoles pour réduire les attaques

La Déclaration sur la sécurité dans les écoles constitue un engagement politique visant à mieux protéger les élèves, les enseignants et les écoles durant les conflits armés, à favoriser la poursuite de l'éducation en temps de guerre et à prendre des mesures concrètes pour éviter l'utilisation des écoles à des fins militaires. La déclaration a été ouverte à la signature des États à Oslo, en Norvège, en mai 2015. Jusqu'à présent, 95 pays y ont souscrit, dont la plupart des pays touchés par les conflits et la violence en Afrique de l'Ouest et centrale.

L'adhésion à la Déclaration sur la sécurité des écoles crée un dynamisme local, national, régional et mondial en faveur de la protection de l'éducation contre les attaques. Pour les organisations humanitaires, cela constitue une opportunité d'interagir avec les gouvernements et leurs ministères et armées respectifs afin de créer un environnement plus protecteur pour les établissements scolaires. Par exemple, en République démocratique du Congo, pays signataire de la déclaration, un décret ministériel stipule que les contrevenants réquisitionnant des écoles à des fins militaires seront tenus responsables de leurs actes.

Les gouvernements sont les seuls à pouvoir souscrire à la déclaration, mais les groupes armés non étatiques peuvent adopter et appliquer les directives connexes, appelées Lignes directrices pour la protection des écoles et des universités contre l'utilisation militaire durant les conflits armés. Les organisations humanitaires peuvent utiliser les lignes directrices dans leurs efforts visant à convaincre ces groupes de respecter le droit à l'éducation.

En outre, dans les zones marquées par l'insécurité, il faut prendre diverses mesures afin d'accroître le sentiment de sécurité des enfants dans l'environnement scolaire. Au nombre de ces mesures, on compte par exemple l'amélioration des infrastructures et la formation des enseignants à la planification des interventions d'urgence en milieu scolaire. Une telle formation permet aux enseignants d'effectuer des analyses des risques et de travailler avec les élèves à l'élaboration de plans d'atténuation de ces risques, y compris la marche à suivre pour barricader ou évacuer l'école en cas d'urgence.

Mohammed, 12 ans, s'est initialement enfui de Banki, dans le nord-est du Nigéria, lorsque son école a été attaquée et incendiée. « J'étais à l'école, j'ai entendu des cris et nous nous sommes enfuis en courant. Un de mes camarades de classe a ouvert la grille », explique-t-il. « Ils ont détruit tout ce sur quoi nous travaillions dans nos livres et ils les ont brûlés. Un de mes instituteurs a été tué. »

Mohammed et sa famille ont trouvé refuge de l'autre côté de la frontière, au Cameroun, où il a fréquenté l'école sporadiquement pendant quelque temps. À présent, il est de retour chez lui à Banki. Le village est toujours considéré comme l'un des lieux les plus dangereux de l'État de Borno, mais l'école élémentaire locale a rouvert ses portes. Remise en état avec un appui de l'UNICEF, elle a, cette fois, été conçue pour tenir compte de la sécurité des enfants – elle possède notamment un haut mur d'enceinte, des barrières

d'entrée et de sortie et les enseignants ont été formés pour pouvoir fournir une aide psychosociale.

Dans le nord-est du Nigéria, où les combats continuent de faire rage entre les forces gouvernementales et les groupes armés non étatiques, l'UNICEF s'emploie à aider les enfants touchés par le conflit à reprendre leur apprentissage, avec l'appui dont ils ont besoin pour réaffirmer leur droit à l'éducation. Cet appui adopte les formes suivantes : des centres d'apprentissage provisoires ; du matériel d'enseignement et d'apprentissage ; une formation des enseignants à la gestion positive des classes et à la préparation aux interventions d'urgence ; la remise en état des écoles ; enfin, la participation de la communauté aux processus décisionnels scolaires.

Ces interventions aident les enfants et les familles à mieux faire face au stress causé par le conflit et le déplacement. « Je suis motivé parce que les gens qui reçoivent une éducation peuvent réussir », explique Mohammed. « Je les ai vus : ils ont une bonne vie. »

Mais nous pouvons – et nous devons – faire mieux. De nombreux pays de la région ont approuvé la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, en vertu de laquelle ils s'engagent à prévenir les attaques contre l'éducation et à protéger les victimes de ces attaques (voir l'encadré, page X). Le temps est venu pour les gouvernements et leurs forces armées de collaborer avec les partenaires du secteur humanitaire à l'élaboration de plans concrets de mise en œuvre de la déclaration.



Nord-est du Nigéria. Mohammed, 12 ans, va à l'école à Banki, dans un établissement qui a rouvert ses portes après une attaque. Grâce au soutien de l'UNICEF, l'école est désormais protégée par un haut mur d'enceinte et des grilles, et les enseignants ont été formés pour apporter un soutien psychosocial aux enfants affectés par le conflit.

© UNICEF/UN0311777/Kokic

3. Le bonheur de Fanta : Protéger l'éducation des filles



« L'éducation est importante. Si une fille se marie jeune, c'est dangereux. Si son mari ne s'occupe pas d'elle, mais qu'elle a reçu une éducation, elle peut prendre soin d'elle-même. » – Fanta, 14 ans

Fanta vit dans une tente de fortune dans une zone d'installation à Zamai, un village de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, avec 1 500 autres personnes déplacées – dont environ 900 enfants. Vêtue d'une délicate robe brodée confectionnée par sa mère, elle fait la révérence alors qu'elle serre la main des visiteurs, prononçant des mots de bienvenue d'une voix à peine audible. Elle évite de les regarder dans les yeux, elle rit nerveusement et elle se couvre la bouche en parlant.

Mais dès que Fanta commence à parler du jour, il y a un an, où les membres du groupe armé Boko Haram sont venus s'en prendre à sa famille – à la recherche de son père, qui était policier –, son attitude timide se transforme. Ses propos deviennent plus mesurés et sa voix, plus forte.

« Je vivais chaque jour dans l'angoisse », se rappelle-t-elle. « Ils se présentaient trois, quatre fois par jour pour venir chercher mon père. » À l'époque, sa famille était

composée de ses parents, ses trois frères et sa sœur. Aujourd'hui, il ne reste plus que sa mère et ses deux frères cadets.

« Ils ont tué mon père et l'aîné de mes frères », relate Fanta. « Ils ont emmené ma sœur. Je ne l'ai pas revue depuis. »

Les fréquents enlèvements de filles comme la sœur de Fanta ciblent souvent celles qui sont à l'école, car Boko Haram et d'autres groupes armés s'opposent idéologiquement à l'éducation des filles. Les filles enlevées sont souvent contraintes à un mariage précoce. En outre, la peur de la violence et le besoin de protection dans les situations de crise humanitaire peuvent forcer les familles à marier leurs filles alors qu'elles sont encore des enfants pour leur assurer une plus grande sécurité.

CI-DESSUS : Cameroun. Fanta, 14 ans, va à l'école près du centre de réfugiés où elle s'est installée après que le groupe armé Boko Haram a attaqué sa famille, tuant son père et son frère et kidnappant sa sœur. Les filles kidnappées sont souvent forcées de se marier – loin de ce dont Fanta rêve pour son avenir. Elle espère faire des études et devenir couturière.

LES RÉPERCUSSIONS DES MARIAGES D'ENFANTS

Les mariages d'enfants constituent un obstacle majeur au développement durable et ils ont des effets dévastateurs sur les filles, leur famille et leur communauté. Quatre filles sur dix se marient avant l'âge de 18 ans en Afrique de l'Ouest et centrale. Elles cessent souvent de fréquenter l'école pour se marier et des grossesses précoces peuvent avoir des séquelles irréversibles sur leur santé.

Le mariage ne fait pas partie des projets d'avenir de Fanta – du moins, pas pour l'instant. « Avant, je voulais devenir infirmière, mais maintenant, j'espère devenir couturière », confie-t-elle. « Si je gagne de l'argent, je vais pouvoir aider ma famille. »

Plus longtemps une fille reste à l'école, moins elle risque d'être mariée ou d'avoir des enfants avant l'âge de 18 ans. Les filles qui poursuivent leurs études sont également moins susceptibles, ultérieurement, de donner naissance à des enfants souffrant de malnutrition ou mourant en bas âge. Au Burkina Faso, par exemple, les enfants nés de mères instruites risquent quatre fois moins de souffrir de graves retards de croissance que les enfants nés de mères non scolarisées.

Au Burkina Faso et au Nigéria, les enfants nés de mères instruites ont quatre fois plus de chances de survivre au-delà de leur cinquième anniversaire.

L'investissement dans l'éducation des filles demeurera d'une importance cruciale dans les pays d'Afrique de l'Ouest et centrale, surtout dans les situations d'urgence, lesquelles tendent à exacerber les problèmes existants comme le mariage d'enfants et la violence liée au genre. Qu'il s'agisse de reconstruire des écoles en les dotant d'installations sanitaires séparées pour les garçons et les filles, ou de diffuser des leçons scolaires à la radio dans les zones d'insécurité, tous les efforts doivent être axés sur le plus grand accès possible à l'éducation, en particulier pour les filles.

« Nous sommes en sécurité, ici. Il y a des gardes. Mais la vie est dure », déplore Fanta, parlant de la zone d'installation où elle vit à Zamaï. Les jours de pluie, l'eau coule abondamment dans la tente à travers les déchirures du tissu. Néanmoins, Fanta continue d'aller à l'école tous les jours. « C'est mon bonheur », ajoute-t-elle. « J'aime apprendre à lire et à écrire. Avant, dans mon village, j'aimais aussi aller à l'école, mais les trois dernières années avant notre fuite, nous avions trop peur... ils nous auraient tuées s'ils nous y avaient trouvées. »

La menace de la violence liée au genre en milieu scolaire

Outre les attaques et les menaces contre l'éducation, la violence liée au genre en milieu scolaire est une autre terrible menace à laquelle l'UNICEF et ses partenaires s'efforcent de remédier, en Afrique de l'Ouest et centrale et dans le monde entier. Elle consiste en des actes de violence physique, sexuelle et psychologique, au sein et aux abords des écoles, sous-tendus par un accès inégal aux ressources et au pouvoir, ainsi que par des normes et stéréotypes sexospécifiques inéquitables.

Si l'on n'intensifie pas les efforts de sensibilisation à cette forme insidieuse de violence – et aux mesures efficaces permettant de la prévenir –, de nombreuses écoles, dans les situations d'urgence ou non, ne seront pas en mesure d'offrir l'espace sûr dont les enfants ont besoin pour réaliser leur droit à l'éducation.

4. Améliorer les écoles, préparer les enseignants

Grâce à l'intégration de l'enseignement coranique et de l'éducation formelle de base, les enfants peuvent avoir accès à des apprentissages de qualité, inclusifs et adaptés à leur culture.

Après la longue saison sèche, le faubourg de Dala Shuwari, en périphérie de Maiduguri, est chaud et poussiéreux. Les conditions quasi désertiques dans l'État de Borno, dans le nord-est du Nigéria, sont dures pour les jeunes enfants de l'école primaire locale. La chaleur n'est pas propice à l'apprentissage. Mais à présent, du moins, des protections installées dans les classes avec l'aide de l'UNICEF leur procurent un certain répit vis-à-vis du soleil cuisant.

Il y a plus de 500 enfants inscrits à l'école, dont tout près de la moitié sont des filles. D'une manière ou d'une autre, tous ces enfants ont été affectés par le conflit entre les forces gouvernementales et les insurgés armés dans la région. Beaucoup de leurs parents ont été tués lors des combats et beaucoup de ces

enfants ont dû cesser d'aller à l'école à des moments différents.

L'école offre un enseignement coranique combiné à un enseignement formel de base. Les autorités scolaires de l'État considèrent maintenant de telles écoles coraniques intégrées comme faisant partie du système formel, au titre d'une stratégie élaborée avec l'UNICEF. Auparavant, les enfants qui recevaient une éducation religieuse étaient considérés comme non scolarisés.

L'UNICEF a contribué des façons suivantes à l'intégration des écoles coraniques : plaidoyer et sensibilisation ; fourniture de matériel pédagogique

CI-DESSOUS: Burkina Faso. Dans les zones affectées par le conflit, la préparation et la sensibilisation sont essentielles. À l'école primaire Yalgho, les enfants participent à un exercice leur permettant d'apprendre comment s'abriter ou évacuer les lieux en cas d'urgence.



© UNICEF/UN0329274/BINDRA

et d'une formation aux enseignants (y compris la formation d'enseignantes) ; aide à l'harmonisation d'un programme scolaire incorporant des apprentissages de base en calcul et en écriture aux études religieuses ; établissement de critères de référence relatifs à un apprentissage de qualité. En outre, l'UNICEF aide à rendre les centres d'apprentissage et les écoles coraniques davantage « amis des enfants » et à améliorer les infrastructures scolaires – pour qu'elles soient équipées, par exemple, d'installations sexospécifiques d'eau, d'assainissement et d'hygiène.

À l'école de Dala Shuwari, la directrice dynamique et engagée est une femme de la communauté locale prénommée Aisha. Elle est convaincue que l'éducation a le pouvoir de transformer la vie des enfants. Auparavant, elle vivait et travaillait à Bama, près de

la frontière avec le Cameroun, mais elle a déménagé lorsque les combats y sont devenus trop intenses.

Maintenant que son école combine les études coraniques et une éducation formelle, Aisha croit que les parents voient d'un meilleur œil l'inscription de leurs enfants – et qu'ils constatent la différence concrète que cette scolarisation entraîne dans la vie de ceux-ci.

« Certains parents me disent que leurs enfants savent maintenant écrire et les aident à inscrire leur nom sur des formulaires et d'autres documents », raconte-t-elle. « Beaucoup de parents n'ont jamais fréquenté l'école et ne savent ni lire ni écrire. »

Aisha ajoute : « Je suis très heureuse que tous mes écoliers reçoivent une éducation. Cela les aidera plus tard. Le conflit qui a éclaté ici a chassé tous les élèves des écoles. Mais maintenant, ils y reviennent. Ils disent vouloir devenir médecins, infirmières, ingénieurs. Je prie pour eux. C'est pourquoi l'éducation est si importante. »

CI-DESSOUS : Cameroun. Le conflit a des effets dévastateurs sur le droit des enfants à une éducation. Jemima (au centre) a été déscolarisée pendant longtemps lorsque sa famille était déplacée par la violence, mais, désormais, elle étudie dans une école soutenue par l'UNICEF.



© UNICEF/UN0329164/BINDRA



© UNICEF/UN0322347/KOKIC

L'IMPORTANCE DE L'AIDE PSYCHOSOCIALE

Bien sûr, les enseignants jouent un rôle central dans la création d'un environnement propice à l'apprentissage. Dans les situations d'urgence, les enfants peuvent éprouver de la détresse psychologique et un sentiment de perte nuisant à leur capacité à apprendre et à absorber de nouvelles informations. Avec un soutien approprié, toutefois, un enfant peut retourner à l'école et reprendre son apprentissage avec succès, même après avoir vécu les expériences les plus traumatisantes.

L'UNICEF appuie les efforts que déploient les autorités scolaires dans l'ensemble de la région pour améliorer les compétences des enseignants – par exemple, en fournissant aux enseignants actuels et futurs les outils nécessaires pour élaborer avec les membres de la communauté des plans de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas d'urgence, ainsi que pour offrir un soutien psychosocial aux élèves. Un tel soutien aide les enfants à guérir, à se rétablir et à accroître leur résilience.

L'histoire de Fatima montre à quel point les expériences passées d'un enfant peuvent constituer des obstacles et souligne toute l'importance de l'aide psychosociale en milieu scolaire.

Fatima, maintenant âgée de 15 ans, est originaire d'un village proche de la forêt de Sambisa dans le nord-est du Nigéria. Un jour, des insurgés se sont présentés chez elle et ont demandé à sa mère de leur accorder la main de Fatima. Lorsque la mère a refusé, ils ont menacé de la tuer et de tuer Fatima. Par la suite, la jeune fille a été enlevée alors qu'elle ramassait du bois, et elle a été

emmenée dans la forêt, où elle a dû épouser de force un combattant du groupe Boko Haram.

Tout au long du mariage, raconte Fatima, elle a été maltraitée et battue au moyen de fils électriques, ce qui lui a laissé des cicatrices permanentes. Elle est tombée enceinte et elle a accouché d'un enfant qui est mort par la suite. Puis, le combattant a divorcé, elle a été enfermée dans une maison avec d'autres femmes divorcées et elle a été privée d'une alimentation suffisante pendant des mois.

Fatima est ensuite parvenue à s'évader et s'est retrouvée à Banki, où on lui avait dit qu'elle pourrait obtenir de l'aide. À présent, elle est inscrite dans une école appuyée par l'UNICEF et elle reçoit une aide psychosociale. Elle apprend également à fabriquer du savon liquide dans le cadre d'un programme de formation aux moyens de subsistance. Elle dit que son retour à l'école a joué un rôle décisif dans son rétablissement.

« Avant, j'allais à l'école, mais les insurgés l'ont détruite », se remémore-t-elle. « À Banki, on m'a encouragée à retourner à l'école. J'ai vu des gens qui sont retournés à l'école et je suis impressionnée par leurs réussites. Je veux devenir infirmière ou enseignante. Je veux apprendre et partager mes connaissances avec les autres. »

CI-DESSUS: Nigéria. La Spécialiste de la protection de l'enfance de l'UNICEF, Miatta Abdulai, apporte à Fatima, 15 ans, un soutien psychosocial essentiel. La jeune fille a été kidnappée et forcée de se marier par les insurgés dans sa ville natale, Banki. Aujourd'hui, elle a repris le chemin de l'école et reconstruit sa vie.

Nigéria: Aux alentours de Banki, une ville encerclée par la violence et les combats, de vieux bureaux barrent la route. Au-delà, les maisons et les boutiques sont désertées à cause du danger environnant.

© UNICEF/UN0322365/KOKIC





Mettre un terme aux attaques et aux menaces contre les écoles et appuyer un apprentissage de qualité

L'UNICEF et ses partenaires appellent les gouvernements, les forces armées, les autres parties aux conflits et la communauté internationale à prendre des mesures concertées pour faire cesser les attaques et les menaces contre les écoles, les élèves, les enseignants et les autres membres du personnel scolaire en Afrique de l'Ouest et centrale – et à appuyer un apprentissage de qualité pour chaque enfant dans la région. Afin d'atteindre ces objectifs :

Les États doivent protéger l'éducation et approuver la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, qui exhorte à mettre fin aux attaques contre les écoles, les établissements d'enseignement et le personnel enseignant. L'UNICEF appuie les gouvernements dans les mesures qu'ils prennent pour adopter, mettre en œuvre et respecter les principes de la déclaration, créer des environnements d'apprentissage protégés et se conformer aux lignes directrices pour la protection des écoles contre leur utilisation par les forces armées ou les groupes armés non étatiques durant les conflits.

L'enseignement et l'apprentissage doivent être conçus de manière à consolider la paix et à favoriser l'éducation des filles, notamment en s'attaquant aux stéréotypes sexospécifiques, en prévenant les mariages d'enfants, en luttant contre la violence et les pratiques discriminatoires liées au genre, et en protégeant le droit des filles enceintes à l'éducation. De même, les programmes scolaires doivent être élaborés en consultation avec les communautés locales, de sorte qu'ils soient adaptés aux valeurs, au contexte et à la culture locaux.

Les autorités doivent renforcer les capacités des membres du personnel enseignant en leur assurant une formation aux connaissances et compétences fondamentales, aux méthodes pédagogiques éprouvées et à la prestation d'une aide psychosociale. Elles doivent également accroître la capacité des enseignants et des autres membres du personnel scolaire à identifier et atténuer les risques dans les situations de conflit, à prévenir la violence sexuelle et la violence liée au genre à l'égard des enfants, et à aiguiller les enfants victimes de violence vers des services médicaux et psychosociaux.

Tous les enfants d'âge scolaire, y compris les enfants réfugiés, migrants et déplacés, doivent pouvoir poursuivre leur apprentissage grâce à l'accès à une éducation de qualité. Des efforts accrus des gouvernements, des communautés et du secteur privé, agissant de concert, seront nécessaires pour fournir éducation, protection et aide psychosociale à ces enfants. Peu importe où un enfant se trouve ou ce qu'il a vécu dans le passé, son droit à l'apprentissage ne devrait jamais être mis en péril – dans son intérêt et dans l'intérêt de notre avenir commun.

Les parents et les communautés doivent étroitement coopérer pour que l'accès à une éducation de qualité soit assuré pendant et après les situations d'urgence. Ils doivent recevoir toute l'aide nécessaire pour améliorer leurs connaissances relatives à un apprentissage de qualité, intensifier leur engagement à scolariser les enfants dans des environnements sûrs et protégés, et participer aux initiatives d'atténuation des risques en milieu scolaire.

Les gouvernements et leurs partenaires internationaux doivent s'employer à diversifier les options disponibles en matière d'éducation de qualité, et à formaliser des modèles de substitution culturellement appropriés, comme les écoles coraniques intégrées, tout en veillant au maintien des normes d'apprentissage. Ces options peuvent et devraient comprendre des approches innovantes, inclusives et flexibles (par exemple, l'apprentissage numérique, la radiodiffusion de cours ou l'utilisation de matériel pédagogique en braille) permettant de répondre aux besoins diversifiés des apprenants.

Les gouvernements donateurs doivent s'engager à assurer un financement pluriannuel souple pour soutenir l'éducation dans les situations d'urgence et créer des liens vers une programmation éducative à long terme. Un appui accru est essentiel car le financement des programmes d'éducation dans les situations d'urgence en Afrique de l'Ouest et centrale reste très insuffisant. Les données disponibles au 12 août 2019 révèlent l'existence d'un déficit de financement à hauteur de 72 % du total de 222,1 millions de dollars des États-Unis requis par ces programmes dans sept pays de la région. Il s'agit de l'un des plus importants déficits de financement à l'échelle mondiale en matière d'éducation dans les situations d'urgence. Ce déficit met l'éducation en péril, il supprime une source de soutien crucial pour les enfants pris au piège de conflits et il fait obstacle à une manière éprouvée de mettre fin à la pauvreté et de consolider la paix.

Sources des données sur le financement : Système de suivi financier pour le Cameroun, le Mali, le Niger, le Nigéria, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo et le Tchad. Réponse humanitaire d'OCHA, 2019.

Dans les communautés touchées par les conflits, la violence et l'instabilité, l'éducation est souvent le premier service à être interrompu et le dernier à être restauré. Alors même que nous nous attaquons à la nécessité immédiate de rétablir une éducation de qualité dans ces communautés, il importe que nous poursuivions la mise au point de solutions innovantes à long terme. Lorsque la situation d'urgence aura pris fin, ce travail aura posé les assises d'une éducation inclusive de grande qualité – et de sociétés plus pacifiques et prospères – pour les années à venir.

Publié par l'UNICEF
Division de la communication
3 United Nations Plaza
New York, NY 10017, É.-U.

Site Web: www.unicef.org/fr

Suggestion de citation. *L'éducation en péril en Afrique de l'Ouest et centrale*, SOS Enfants, UNICEF, New York : Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), 2019.

ISBN: 978-92-806-5070-9

© Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), août 2019

COUVERTURE : À l'école primaire Yalgho à Dori, au Burkina Faso, les enfants participent à un exercice d'urgence dans lequel ils apprennent à prendre abri et à évacuer les lieux en cas d'attaque armée.

© UNICEF/UN0329518/Bindra

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

Diane Yameogo
Bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et centrale
diyameogo@unicef.org

Georgina Thompson
Section des médias, UNICEF, New York
gthompson@unicef.org

Christopher Tidey
Section des médias, UNICEF, New York
ctidey@unicef.org

SOS Enfants est une série d'exposés présentant les principaux obstacles auxquels se heurtent les enfants d'une région du monde à un moment de crise. Le présent numéro se penche sur le droit des enfants à une éducation en Afrique de l'Ouest et centrale et fournit des exemples d'efforts déployés pour protéger les enfants et leurs possibilités d'apprentissage dans les parties de la région affectées par un conflit.

Écrit par Patsy Nakell, Unité des services Afrique, UNICEF

unicef 
pour chaque enfant